

Index AI : PRE01/635/2013
02 December 2013

Israël/territoires occupés. La crise de l'électricité à Gaza exacerbe les atteintes à la dignité humaine induites par le blocus

Israël doit immédiatement lever le blocus imposé à la bande de Gaza, en autorisant notamment les livraisons de carburant et d'autres fournitures essentielles dans ce territoire sans aucune restriction, a déclaré Amnesty International dimanche 1er décembre.

Cela fait un mois que l'ensemble des résidents de la bande de Gaza, soit 1,7 million de personnes, vivent sans électricité la majeure partie de la journée et sous la menace d'une catastrophe sanitaire, après que l'unique centrale électrique de la zone ait dû cesser de fonctionner, ce qui a mené à des dysfonctionnements dans plusieurs stations d'évacuation des eaux usées et d'épuration.

« Ce dernier revers en date, particulièrement dur, meurtrit encore davantage la dignité des Palestiniens de Gaza, et exacerbe les graves privations de droits dont ils sont victimes depuis plus de six ans en raison du blocus imposé par Israël, ainsi que de restrictions décrétées par l'Égypte », a expliqué Philip Luther, directeur du programme Moyen-Orient et Afrique du Nord à Amnesty International.

« Le blocus inflige une sanction collective aux habitants de Gaza, ce qui est contraire au droit international. La fermeture de la centrale électrique a des répercussions sur tous les aspects de la vie quotidienne. Les autorités israéliennes doivent lever le blocus immédiatement, en commençant par autoriser les livraisons de carburant, requises de toute urgence, dans la bande de Gaza et en travaillant avec l'ensemble des parties concernées afin d'empêcher une crise humanitaire prolongée cet hiver. »

Cette centrale, qui jusqu'à récemment fournissait 30 % de l'électricité dans la bande de Gaza, s'est trouvée à cours de diésel le 1er novembre. La fermeture qui en a résulté a aggravé la crise existante en matière d'eau et d'assainissement, et laissé les résidents de Gaza sans électricité pendant 16 heures par jour.

Selon le Bureau de la coordination des affaires humanitaires des Nations unies, les 291 stations d'évacuation des eaux usées et d'épuration de la bande de Gaza dépendent désormais toutes de générateurs de secours, eux-mêmes affectés par la pénurie de carburant. Le 13 novembre, une vaste station de pompage des eaux usées d'al Zaytoun, au sud de la ville de Gaza, a connu une panne qui s'est soldée par le déversement dans les rues de 35 000 mètres cubes d'eaux usées non traitées.

Les autorités locales ont eu des difficultés à faire face, et quelque 3 000 résidents se sont ainsi retrouvés à patauger dans les eaux d'égout. Le nettoyage a finalement commencé vendredi 29 novembre, selon des résidents locaux, après que l'intervention de l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient et d'autres agences, ainsi que des dons effectués en urgence par la Turquie, aient permis l'achat de carburant pour les stations d'épuration en situation critique.

« C'est à cause du blocus qu'on a eu ces fuites d'eaux usées », a indiqué un résident d'al Zaytoun à Amnesty International. « La question, c'est pourquoi le maintien de ce blocus est-il permis ? Quel crime

avons-nous commis ? Cette situation n'a aucune justification. Nous voulons seulement vivre comme les autres citoyens du monde. »

Dix stations de pompage de la bande de Gaza ont été forcées de dévier les eaux usées vers des canaux, des lagons ou la mer ce dernier mois, et d'autres stations sont sur le point de déborder.

Avant la crise actuelle, quelque 90 millions de litres d'eaux usées non traitées ou partiellement traitées étaient déversés dans la mer chaque jour depuis Gaza. Depuis la fermeture de la centrale électrique, ce chiffre a augmenté. Cela fait des années que plus de 90 % de l'eau provenant de la nappe aquifère de la bande de Gaza est polluée et impropre à la consommation humaine en raison d'infiltrations d'eaux usées et d'eau de mer, et d'une surextraction prolongée due à l'utilisation disproportionnée par Israël des ressources en eau.

L'alimentation en eau des foyers de la bande de Gaza, déjà restreinte, a encore été réduite depuis la fermeture de la centrale électrique. Environ 65 % de la population n'a de l'eau que tous les trois ou quatre jours.

« Chaque jour qui passe sans que la centrale électrique ne reçoive de carburant augmente le risque d'une énorme crise de la santé publique. L'accès à des installations sanitaires adéquates et à l'eau potable sont des droits fondamentaux. La fermeture de cette centrale électrique n'aurait jamais dû avoir lieu », a ajouté Philip Luther.

Les hôpitaux et d'autres services de santé de la bande de Gaza dépendent de leurs propres générateurs lors de ces longues coupures d'électricité. Or le fonctionnement de ces générateurs est lui aussi affecté par la pénurie de carburant, ce qui met en péril des services essentiels tels que la dialyse, les blocs opératoires, les banques du sang, les unités de soins intensifs, les unités néonatales et les laboratoires, et fait courir des risques aux patients.

Les entreprises, le secteur de la construction et une grande partie des exploitations agricoles tournent également au ralenti, sur fond de coupures d'électricité et de pénuries de carburant et de matériaux de construction. Cela a eu pour effet une diminution accrue des revenus de nombreux foyers qui éprouvaient déjà des difficultés à subvenir à leurs besoins les plus essentiels.

Les boulangeries ont réduit leur production et les clients sont obligés de faire la queue pour acheter du pain. Les transports à travers la bande de Gaza ont été restreints ; des chariots tirés par des ânes sont désormais utilisés pour ramasser les ordures. Les écoles et universités sont également touchées.

Depuis juin 2007, quand le blocus israélien a été durci, les infrastructures du secteur de l'énergie, de l'eau et de l'assainissement de la bande de Gaza ne permettent pas de respecter les droits élémentaires des habitants. Elles étaient déjà de mauvaise qualité en raison des restrictions imposées par Israël et de décennies de négligence.

Avant que la centrale électrique ne cesse ses activités, la bande de Gaza souffrait déjà d'une pénurie chronique d'électricité, ainsi que de pannes régulières. Depuis le 1er novembre, l'électricité actuellement fournie à la bande de Gaza – qui est achetée auprès d'Israël et de l'Égypte – couvre moins de 40 % des besoins de la population.

Un des principaux facteurs expliquant cette fermeture a été la campagne militaire menée par l'Égypte afin de détruire des tunnels entre la bande de Gaza et le Sinaï – plus de 90 % ont été démolis depuis juin 2013. Depuis début 2011, la centrale était en partie alimentée par du diesel égyptien acheminé par le biais de certains de ces tunnels – la quantité de diesel livré est passée d'environ 1 million de litres par jour en juin 2013 à quelque 20 000 litres par semaine en novembre.

Amnesty International exhorte les autorités égyptiennes à favoriser la construction de nouvelles lignes électriques afin d'augmenter la quantité d'électricité fournie dans le sud la bande de Gaza, et à travailler de concert avec les autorités palestiniennes et israéliennes pour trouver une solution durable à la crise du

carburant.

Complément d'information

Le 28 juin 2006, un aéronef israélien a tiré huit missiles sur la centrale électrique de Gaza, détruisant tous ses transformateurs. Les restrictions israéliennes portant sur les importations de matériaux de construction, de pièces détachées et de carburant ont entravé la reconstruction. Ces restrictions ont été renforcées après qu'Israël ait imposé un blocus aérien, terrestre et maritime complet à la bande de Gaza en juin 2007, quand le Hamas y a mis en place un gouvernement *de facto*.

En tant que puissance occupante, Israël a la responsabilité principale de répondre à la crise actuelle en accroissant immédiatement les livraisons de carburant à Gaza. Les autorités israéliennes doivent par ailleurs s'employer à résoudre cette crise à long terme en levant complètement le blocus, et en permettant notamment l'acheminement sans restriction de carburant à Gaza, en autorisant les livraisons de matériaux de construction et d'équipements requis pour réparer et maintenir en état les infrastructures vitales, et en augmentant la distribution d'électricité à Gaza en favorisant la construction de nouvelles lignes électriques.

Des litiges en suspens entre le gouvernement *de facto* du Hamas dans la bande de Gaza et l'Autorité palestinienne au sujet de paiements et de taxes ont également contribué à la crise actuelle. Ces deux gouvernements doivent coopérer afin que la centrale électrique puisse de nouveau recevoir un afflux constant de carburant et reprendre ses opérations.

Selon le Bureau de la coordination des affaires humanitaires des Nations unies, seul environ un quart des projets en rapport avec l'eau et l'assainissement à Gaza relevant de la procédure d'appel global 2013 ont été financés.